

Europe Solidaire Sans Frontières > Français > Europe & France > France > Protection sociale, droits sociaux (France) > Retraites (France) > **Grève, répression, un appel unitaire des UD de la Haute Loire...**

# Grève, répression, un appel unitaire des UD de la Haute Loire...

vendredi 22 octobre 2010, par [PERSSON Axel](#), [POUPIN Christine](#), [Syndicats](#) (Date de rédaction antérieure : 22 octobre 2010).

Sommaire

- [Haute Loire : appel unitaire](#)
- [SNCF. Voie libre pour la \(...\)](#)
- [Attention, répression !](#)
- [Les raffineries TOTALement](#)

## Haute Loire : appel unitaire des UD à la grève reconductible !

Cela fait plusieurs mois que les équipes syndicales de Haute-Loire sont mobilisées contre la loi sur les retraites.

Elles le font sur une plateforme claire : abandon du projet de loi, refus du recul de l'âge légal de départ en retraite, retour à la situation d'avant 93 dans le privé et 2003 dans le public.

Ces revendications ont été proposées par le principal syndicat dans le département, la CGT et reprises par la FSU et Solidaires. FO et la CFDT (très affaiblie par le départ à la CGT de la majorité de ses adhérents en 2003) ont rallié plus tard l'intersyndicale, comme la CGC, la CFTC et l'UNSA.

Les manifs au Puy, à Brioude et à Monistrol sur Loire rassemblent énormément de monde : beaucoup de salariés du privé, des agents de la Fonction et du secteur public et depuis les 2 dernières journées des lycéens en nombre.

Les équipes syndicales sont favorables depuis longtemps à une grève prolongée pour faire céder Sarko.

L'intersyndicale départementale a appelé clairement les salariés à se réunir en AG le 13 octobre pour débattre de la reconduction du mouvement.

Les cheminots sont partis en reconductible et ils impulsent depuis mardi des actions avec les grévistes des petites boîtes du secteur privé dans le brivadois (blocage de ronds-points...)

Les ouvriers de Michelin Le Puy, débrayent 2h par jour : 75% de participation ! Ceux de Barbier (une des principales entreprises du bassin de l'Est du département) ont fait grève à 100% jeudi 14 et continuent le mouvement.

Il y a des débrayages dans un tas de petites boîtes du privé. (Plasturgie, Agroalimentaire, Chimie...). Dans la santé, le personnel de l'hôpital du Puy est mobilisé ainsi que celui de maisons de retraite. Il y a aussi des débrayages à EDF, aux impôts, à la Poste. Les profs et les instits ont voté en AG mardi 12

la grève reconductible. Elle concerne de nombreux lycées généraux et professionnels et des écoles.

Les lycéens se sont massivement mis dans la bagarre depuis jeudi. Sur le département, ce sont une dizaine de lycées généraux et professionnels qui sont « bloqués ou perturbés ». A Brioude, leur cortège qui regroupait plus de 200 jeunes a rejoint celui des salariés en grève. Tous ensemble, ils ont fait le tour de la zone industrielle et ont réussi à faire débrayer une partie du personnel de plusieurs petites et moyennes entreprises (Défimode, la SNOP, Riches Monts).

Il y a tous les jours des rassemblements et/ou des manifs au Puy, à Monistrol et à Brioude, avec des actions de blocage des axes de communication, de zone industrielles etc... Une manif est même prévue dimanche dans une petite ville où réside un des député UMP !

Les camarades du NPA, qu'ils soient salariés du public ou du privé, jeunes ou retraités prennent toutes leur part dans cette bataille.

Comme le scandent les manifestants : « So, so, so, solidarité ! Public, privé, jeunes et salariés C'est tous ensemble qu'on va gagner ! ».

Dans leur tract d'appel au 19, les UD du département, après avoir dressé la liste des secteurs déjà partis en grève, concluent par : « Dans toutes les entreprises, réunissez-vous et votez la grève reconductible ! »

---

## **SNCF. Voie libre pour la grève reconductible !**

### ***Les cheminots déterminés poursuivent la grève, votée majoritairement par les roulants.***

Depuis la forte journée de grève du mardi 12 octobre, où 53, 8 % des cheminots, tous collèges confondus, ont cessé le travail selon le décompte de la CGT, les cheminots poursuivent la grève. Celle-ci se maintient à des taux très élevés chez les roulants (conducteurs, contrôleurs) pour qui la direction est obligée de reconnaître une participation majoritaire à la grève reconductible dans la plupart des régions. Dans les services sédentaires, les taux de grévistes sont plus fluctuants. Un fort rebond du taux de grève était attendu dans l'ensemble des services pour le nouveau « temps fort » interprofessionnel du mardi 19 octobre. Dans bien des endroits, la participation aux assemblées générales est plus forte qu'au premier jour du conflit et les cheminots sont nombreux à grossir les rangs des manifestations à l'appel des organisations syndicales.

Il ressort des discussions dans les assemblées générales un ras-le-bol qui va bien au-delà du rejet du projet de loi sur les retraites. À l'image de ce qui se passe dans l'ensemble du monde du travail, c'est une contestation globale de toute la politique de casse sociale menée contre la classe ouvrière qui s'exprime et s'enracine. La conscience qu'un « tous ensemble » est nécessaire pour faire plier le gouvernement est largement acquise chez les cheminots en grève.

De ce point de vue, la grève dans les raffineries, l'entrée en jeu de la jeunesse des lycées et des universités, la mobilisation croissante des routiers, les débrayages dans plusieurs entreprises du privé, confortent la combativité des cheminots. Bien souvent, des actions sont organisées en commun avec ces autres secteurs : assemblées générales parfois communes, manifestations unitaires, blocages de points stratégiques, visites de délégations de grévistes, etc.

C'est l'une des caractéristiques les plus prometteuses de la grève en cours : les cheminots sont sortis de l'isolement qu'ils ont pu connaître lors de précédents conflits. Des contacts et noyaux militants se constituent au-delà des divisions sectorielles. Le « tous ensemble » nécessaire pour gagner prend forme. À l'heure où sont écrites ces lignes, nous ne savons pas quelles seront les suites à la journée du 19 octobre décidées par l'intersyndicale. Ce que nous savons en revanche, c'est que dans bon nombre d'endroits, les cheminots se sont donné des points d'appuis sérieux pour organiser eux-même la poursuite et l'extension de la grève à d'autres secteurs.

**Axel Persson**

\* *Paru dans Hebdo TEAN 74 (21/10/10).*

---

### **Attention, répression !**

***Avec l'entrée des jeunes dans le mouvement contre la réforme des retraites, le gouvernement renforce sa politique sécuritaire et policière. Toute forme de contestation est chaque jour plus criminalisée.***

On a l'habitude. Depuis plusieurs années maintenant, la répression s'abat systématiquement sur les acteurs et les actrices du mouvement social. Avec Sarkozy au pouvoir, on ne peut plus parler de dérive sécuritaire, mais bien d'un climat autoritaire renforcé par des politiques de plus en plus liberticides.

Acculé, discrédité, le gouvernement craint plus que jamais l'irruption de la jeunesse dans le mouvement. À ses yeux, le seul moyen d'empêcher cela est de réprimer et d'envoyer « les forces de l'ordre » face aux lycéens comme face aux salariés. Il s'agit de faire peur, de dissuader par la brutalité policière et par des décisions de justice arbitraires, après des comparutions immédiates, condamnant des manifestants à des peines de prison ferme, comme à Saint-Nazaire, par exemple, il y a trois semaines. Il s'agit de casser toute action des grévistes en envoyant les CRS lever des blocages ou en laissant la Brigade anti-criminalité (BAC) provoquer et matraquer à outrance. Ces derniers utilisent des méthodes de voyous pour piéger les manifestantEs, jeunes ou non.

Mais la répression s'est particulièrement déchaînée lorsque les lycéens ont débrayé massivement. De Lyon à Chambéry, en passant par Rennes, Saint-Denis ou Montreuil, il a suffi que les jeunes fassent grève ou bloquent leurs établissements pour que la police intervienne automatiquement et brutalement. Parfois, elle est présente avant même que les élèves arrivent dans leur lycée, comme ce fut le cas vendredi 15 octobre au matin, à la suite d'un ordre donné aux préfets par Brice Hortefeux, ministre de l'Intérieur. Son objectif n'était aucunement d'assurer « la sécurité », comme on a pu l'entendre de la bouche de ces policiers, mais bien d'empêcher toute nouvelle initiative des lycéens grévistes.

Cette présence et cette répression policière ont inévitablement des conséquences dramatiques : le tir de flashball qui a démolé le visage d'un lycéen de Montreuil en est la triste démonstration. Ce grave incident a, à juste titre, ému et indigné la majorité de l'opinion. Même si le préfet de Seine-Saint-Denis et Brice Hortefeux ont demandé de la « retenue » aux policiers, il n'empêche que ces derniers n'hésitent pas à arrêter, à blesser, qui des lycéens, qui des syndicalistes, c'est-à-dire ceux et celles qui osent remettre en question l'ordre établi. Ces attitudes sont en réalité largement encouragées par le ministère de l'Intérieur et par l'exécutif.

Cette répression s'accompagne d'un discours inacceptable sur cette jeunesse à qui on accole un seul qualificatif, dangereuse, à qui on refuse tout droit et surtout celui de réfléchir et d'agir. Pour la droite réactionnaire et autoritaire, un jeune peut être pénalement responsable à 13 ans mais n'a pas le droit d'avoir des idées politiques à 16. Le vieil adage gaulliste « soit jeune et tais-toi » pourrait bien s'appliquer à l'ère sarkozyste.

À l'heure où sont écrites ces lignes, de nombreuses arrestations ont déjà eu lieu. Le NPA exige que les manifestantEs arrêtéEs soient relâchéEs sans poursuite et que les policiers auteurs de violence soient eux sanctionnés.

**Myriam Martin**

\* *Paru dans Hebdo TEAN 74 (21/10/10).*

---

## **Les raffineries TOTALement bloquées**

***Du jamais vu depuis Mai 1968, les douze raffineries du pays sont en grève reconductible avec arrêt total des installations. La crise provoquée est à la mesure de la place démesurée occupée par le pétrole. Le capitalisme est puni par là où il... gaspille !***

Cette grève vient de loin. Depuis l'annonce de la loi et surtout depuis début septembre, la coordination des syndicats CGT du groupe Total et la fédération chimie se sont engagées dans sa préparation. Dans les raffineries Total, la grève de plusieurs jours au printemps dernier a montré l'impact d'un tel mouvement. La leçon a été retenue. Depuis des semaines, tracts, tournées syndicales, prises de parole se sont succédé. Dès le 23 septembre, la grève a duré plus de 24 heures dans de nombreuses raffineries et plusieurs jours à Donges (Loire-Atlantique).

La grève est extrêmement massive, reconduite à l'unanimité ou presque. À cela plusieurs raisons, en plus du travail acharné des militants syndicaux : l'organisation du travail - comme dans toute la chimie elle aussi largement en grève reconductible - est un facteur important. Le travail est pénible, toujours en continu, le matin, l'après-midi et la nuit. Cela rend insupportable toute idée de travailler plus vieux exposés à des produits dangereux, et ruine tous les discours sur l'allongement de la vie. Mais en même temps cela engendre une grande solidarité car un travailleur posté passe beaucoup de nuits, de dimanches, de jours fériés au boulot, avec ses collègues et pas avec sa famille. Mais la raison la plus évidente, c'est le sentiment de puissance justifié des salariés de ce secteur, la conscience d'être en mesure de bloquer, de faire mal au portefeuille des actionnaires, aux profits de l'ensemble des patrons et plus généralement au pouvoir, par la crise que le mouvement peut provoquer. Cette conscience de sa propre force est un acquis précieux alors que les salariés sont de plus en plus dévalorisés, méprisés, privés de l'estime d'eux-mêmes et de leur travail. Il faut rappeler haut et fort à ceux qui disent que la classe ouvrière est morte, qui produit les richesses, et donc qui détient le pouvoir d'arrêter de produire.

Enfin et surtout, cette grève est une grève pour gagner, pour engager l'épreuve de force, pour faire céder le gouvernement. Celui-ci l'a bien compris et met la pression maximum sur les grévistes : chantage à la fermeture, interventions policières, commandos de cadres pour briser la grève, procédure de réquisition illégale de trois puis cinquante salariés pour les contraindre à charger des camions sous la menace de cinq ans de prison à Grandpuits (Seine-et-Marne).

Heureusement et très justement, la mobilisation des salariés des raffineries est depuis le début une mobilisation à vocation interprofessionnelle. Ils mettent leur force au service de la mobilisation de toutes et tous. Grâce à cette orientation, ils peuvent compter sur la mobilisation immédiate des autres secteurs en cas de menace sur leur mouvement. C'est ce dont témoigne l'élan venant des jeunes, des enseignants, des cheminots, des autres salariés du privé... pour bloquer les dépôts de carburant dans tout le pays. Il y a encore plus efficace : la protection des grèves par leur généralisation à l'ensemble des secteurs d'activité.

**Christine Poupin**

*\* Paru dans Hebdo TEAN 74 (21/10/10).*

---

### **Déclaration d'Olivier Besancenot. Droit de grève attaqué : réagir ensemble.**

Les grévistes de la raffinerie de Grandpuits viennent d'être réquisitionnés au nom de la défense nationale.

Les gendarmes mobiles ont chargé le piquet citoyen faisant plusieurs blessés.

Pour défendre les salariés en grève, le droit de grève, je propose à l'ensemble des premiers responsables des partis politiques, des associations, des syndicats de réagir ensemble contre cette agression inadmissible à l'égard du monde du travail et de ses droits.

Le 22 octobre 2010

---